APRÈS LE 6 OCTOBRE :

MAINTIEN ET EXTENSION DES BLOCUS DÉCIDÉS PAR LES LYCÉENS ET LES ÉTUDIANTS

GILETS JAUNES
POITIERS
8 OCTOBRE 2026

CE QUE VOS BLOCUS ONT DÉJÀ ARRACHÉ AU GOUVERNEMENT : RAISON DE PLUS POUR LES MAINTENIR

Le 6 octobre, nous étions des centaines de milliers dans la rue, lycéens, étudiants, parents, travailleurs, militants syndicaux, contre la casse de l'Éducation nationale et la répression policière. Ce jour-là, 891 lycées sur 3 700 avaient leurs cours suspendus, selon le ministère lui-même. Ce n'est qu'un premier pas. Le soutien ne suffit plus : la lutte doit s'étendre partout où nous sommes, sur nos propres revendications.

Lycéens, étudiants : vos blocus et vos occupations sont une arme. Ils ont déjà arraché un recul au gouvernement Lecornu : les frais d'inscription en BTS et en prépa, inscrits dans son budget le matin du 1er octobre, retirés le soir même. Raison de plus pour les maintenir et les étendre.

LYCÉENS, ÉTUDIANTS : COMME EN 1968, ALLEZ AUX PORTES DES ENTREPRISES !

En mai 1968, les étudiants ont marché jusqu'aux portes de Renault-Billancourt occupé : la direction de la CGT a refusé de les laisser entrer. C'est ce qui a manqué aux gilets jaunes. Des salariés, des syndiqués, des militants syndicaux tenaient les ronds-points, mais la grève n'est pas entrée dans les entreprises : les directions syndicales n'en voulaient pas, et nous n'avons pas réussi à étendre le mouvement. Elles n'en veulent pas davantage aujourd'hui.

Lycéens, étudiants : n'attendez pas après les directions syndicales. Allez aux portes des entreprises, des dépôts, des services, à l'embauche et à la débauche. Interpellez les salariés, apportez vos revendications, invitez-les à vos AG et au 17 octobre. Et dites-le : il y a la grève, mais pas seulement. Il y a aussi les occupations, les blocages dans les boîtes.

LES MANIFESTATIONS NE DOIVENT PAS REMPLACER LES BLOCUS ET LES OCCUPATIONS.

La CGT veut « protéger le droit à manifester ». Manifester, et rien d'autre : pas un mot pour tenir les blocus et les occupations. En 1936 et en 1968, les travailleurs ne se contentaient pas de défiler : ils occupaient leurs usines. En 1968, lycéens et étudiants occupaient leurs lycées et leurs facs. En 2018, les Gilets jaunes tenaient leurs ronds-points. Le lycée, c'est le rond-point des lycéens. Même nécessité aujourd'hui : maintenir les blocus et les occupations, les étendre aux établissements qui ne sont pas encore mobilisés. Les manifestations doivent les renforcer, jamais les remplacer.

PROFESSEURS : REFUSER LE DISTANCIEL ET LES JOURNÉES BANALISÉES POUR NE PAS CASSER LE MOUVEMENT LYCÉEN.

Le gouvernement a fermé des centaines de lycées et basculé les cours à distance pour vider les établissements et casser les blocus. Lecornu renvoie les lycéens dans leurs établissements, sans cours, pour « un temps de démocratie interne au sein du lycée » ; Geffray annonce une demi-journée banalisée partout. La démocratie dedans, sous l'œil du proviseur ; la répression dehors. Devant un lycée de Poitiers, les lycéens avec qui nous avons discuté ne se font aucune illusion sur ces journées banalisées : c'est le grand débat de Macron, version lycée. Eux parlent déjà du 17 octobre. Professeurs, personnels : refusez le distanciel, et refusez d'organiser la parole des lycéens à leur place : ces journées, c'est à leurs AG d'en décider. Accepter le distanciel, c'est faire le travail d'un gouvernement qui réprime et tabasse la jeunesse en lutte. Un lycée vidé, c'est un blocus cassé.

VENDREDI 2 OCTOBRE, LE GOUVERNEMENT ET LES MÉDIAS AVAIENT CHOISI LEURS REPRÉSENTANTS LYCÉENS. MARDI 6, VOUS AVEZ CHOISI LES VÔTRES.

Geffray a reçu ses interlocuteurs officiels. Vous, vous avez élu les vôtres. À Poitiers, l'assemblée générale du parc de Blossac a envoyé sa délégation élue au rectorat. À Grenoble, la délégation est ressortie rendre compte devant les lycéens rassemblés. À Lyon, l'assemblée interlycées s'est tenue à la Bourse du Travail. Des délégués élus, mandatés, qui rendent compte et sont révocables à tout moment : c'est la règle, partout.

POUR UNE COORDINATION NATIONALE DES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES LYCÉENNES ET ÉTUDIANTES

Lecornu dit tenir ses chantiers des conseils académiques de la vie lycéenne, présidés par les recteurs. En 2019, il copilotait déjà le grand débat contre les gilets jaunes : consulter, faire patienter, disperser. Le budget se vote à Paris, pas au rectorat. À la centralisation du pouvoir, il faut opposer celle du mouvement : une coordination nationale des délégués élus par les AG, réunie pendant les vacances, avant la rentrée du 2 novembre.

Mandat impératif. Contrôle permanent. Révocabilité des délégués.

FACE À LA RÉPRESSION : SOLIDARITÉ ET AUTODÉFENSE POPULAIRE

ORGANISONS LA SOLIDARITÉ AVEC LES LYCÉENS, FORMONS NOS PROPRES COMITÉS DE LUTTE.

Nous ne décidons pas à la place des lycéens : leurs revendications, leurs actions, leurs délégués se décident dans leurs AG. Notre solidarité, elle, c'est nous qui la décidons. Dans chaque entreprise, chaque service, chaque quartier, réunissons-nous : arrêts de travail contre la répression, présence devant les établissements, soutien aux blocus, caisses de solidarité, accompagnement devant les commissariats. Et partout où nous nous assemblons, votons nos propres revendications.

Préparons nos propres occupations, d'usines et de lieux de travail, comme en 1936 et en 1968 : c'est ce qui a fait la force de ces deux grèves générales. Personne ne le fera pour nous. Dès maintenant, que des comités de lutte se forment partout, se contactent, se coordonnent et convainquent les collègues : il faudra rejoindre la jeunesse pour faire reculer le gouvernement, sur les revendications de la jeunesse comme sur les nôtres.

ABANDON DES POURSUITES CONTRE TOUS LES INTERPELLÉS ! DÉMISSION DE LAURENT NUÑEZ ! CONSTRUIRE L'AUTODÉFENSE POPULAIRE !

Plus de 6 000 interpellations : c'est Laurent Nuñez lui-même qui le dit. À Tours, un lycéen de 16 ans a perdu l'usage d'un œil ; à Saint-Ouen-l'Aumône, un autre, 14 ans, a eu la mâchoire cassée par une grenade lacrymogène ; à Lens, un troisième, 15 ans, a eu la main arrachée. Notre réponse : le nombre. Un lycéen frappé, cent adultes devant les grilles le lendemain. Les Black Panthers sont nés en 1966 pour surveiller la police dans leurs quartiers, et ils nourrissaient les enfants avant l'école. Faisons comme eux : présence massive, surveillance de la police, documentation des violences, premiers secours, défense juridique, présence devant les commissariats jusqu'à la sortie des interpellés. Un réseau permanent d'autodéfense populaire : aujourd'hui pour les lycéens, demain pour nous tous. Et c'est l'arrêt du travail qui lui donnera le nombre.

POUR UNE POLICE SOUS LE CONTRÔLE ENTIER DE LA POPULATION

Nous voulons :

— Le désarmement de la police utilisée contre les mouvements sociaux.
— Des policiers et des chefs élus et révocables à tout moment.
— Des comités de policiers du rang, avec des délégués élus et révocables et le droit de refuser les ordres de répression.
— La révocation de tous les policiers violents.
— Des commissions d'enquête sur la répression formées par la population elle-même.

Comme l'exigeait le programme du Parti ouvrier de 1880 : « la Commune maîtresse de son administration et de sa police ».

PEUPLE TRAVAILLEUR : N'ATTENDONS PAS LE 5 NOVEMBRE DES DIRECTIONS SYNDICALES !

Avec la CFDT, FO, l'UNSA et la FSU, la CGT juge « légitime » la mobilisation lycéenne… et renvoie la grève au 5 novembre, un mois plus tard, après les vacances. Les journées saute-mouton n'ont jamais fait reculer ce pouvoir. L'intersyndicale pouvait appeler partout à la grève contre la répression : elle ne l'a pas fait.

Et nous, peuple travailleur, n'attendons pas le 5 novembre. À Grenoble, une assemblée générale de personnels n'a pas attendu : elle s'est prononcée pour la grève dès le jeudi 8 octobre. Appeler à arrêter le travail ne touche en rien à l'autonomie du mouvement lycéen : c'est empêcher les directions syndicales de se cacher derrière lui. Et la grève n'est pas notre seul moyen : partout où c'est possible, débrayer, préavis ou non, occuper, bloquer, rejoindre les lycéens devant leurs établissements, descendre en masse dans la rue. Seule une intervention de masse fera reculer ce pouvoir.

FAISONS DU 17 OCTOBRE UN POINT DE RALLIEMENT POUR TOUS. LES VACANCES NE DOIVENT PAS NOUS DISPERSER.

Le pouvoir compte sur les vacances pour disperser le mouvement : ses premières décisions sont promises pour fin octobre, en pleines vacances. Faisons l'inverse. Pour le samedi 17 octobre, premier jour des vacances, des appels à se rassembler contre la vie chère et les prix des carburants circulent partout. Lycéens, parents, personnels, travailleurs, chômeurs, retraités, Gilets jaunes : retrouvons-nous, pas seulement pour défiler, pour discuter, voter et unir nos revendications. Notre calendrier, pas celui du gouvernement, des vacances ou de l'intersyndicale. Et partout, des comités contre la vie chère.

LYCÉES DÉLABRÉS, VIE CHÈRE (CARBURANT, CADDIE, FACTURE D'ÉNERGIE) – DES MILLIARDS QUI FINANCENT LA GUERRE.

Établissements délabrés, classes surchargées, postes supprimés, personnels épuisés. Les prix étranglent les familles à chaque plein, à chaque caddie, à chaque facture d'énergie. Pendant ce temps : +11 % pour l'armée, +1,7 % pour l'école. Aux lycéens, le rectorat de Poitiers répond : « on ne pourra pas tout faire vite » ; Lecornu invoque « les contraintes de nos finances publiques ». Pour l'armée, ils savent aller vite. L'État prépare la guerre contre la Russie. Le chef d'état-major Fabien Mandon l'a dit devant les maires, en novembre 2025 : « Si notre pays flanche parce qu'il n'est pas prêt à accepter de perdre ses enfants, […] de souffrir économiquement parce que les priorités iront à de la production défense, […] alors on est en risque. » Ni chair à matraque aujourd'hui, ni chair à canon demain pour les milliardaires et les trusts !

POUR L'ARMEMENT GÉNÉRAL DU PEUPLE

Contre l'armée de métier qui prépare cette guerre : l'armement général du peuple. La Constitution de 1793 l'inscrivait : « La force générale de la République est composée du peuple entier » ; tous les Français soldats, tous exercés au maniement des armes. La Commune de 1871 abolissait la conscription et ne reconnaissait d'autre force armée que la garde nationale, où entraient tous les citoyens valides. Le programme du Parti ouvrier de 1880 exigeait l'abolition des armées permanentes et l'armement général du peuple. Ce n'est pas à une armée de métier aux ordres des trusts de décider de la guerre et de la paix.

LES REVENDICATIONS QUE NOUS PROPOSONS DE METTRE EN DISCUSSION LE 17 OCTOBRE

Les lycéens décideront eux-mêmes des leurs. Voici les nôtres, à discuter, amender et voter partout où nous nous assemblons :

— Abolition de la TVA et de toutes les taxes sur la consommation, les carburants et l'énergie.

— Impôts et taxes uniquement sur les revenus du grand capital : une imposition forte et progressive, pour financer tous les besoins de la société.

— Fin des prélèvements sur les revenus du travail : salaire intégral, cotisations dites patronales comprises. Faisons payer le capital, les dividendes, les revenus des gros propriétaires, les plus-values.
— Caisses de retraite, Sécurité sociale, assurance chômage : sous le contrôle d'élus révocables, responsables devant des comités de salariés et de la population.
— Arrêt de la casse de tous les services publics : des moyens pour l'Éducation nationale et tous les services publics, pas pour le réarmement ; des embauches d'enseignants et de soignants, la réouverture des classes, des lits et des services fermés ; fin de l'hôpital privé.
— Prise en charge intégrale de la scolarité et des études, par un revenu étudiant : leur coût doit peser sur la société, pas sur les familles, car plus on est pauvre, plus ça nous coûte cher.
— Nationalisation ouvrière des services privatisés ou livrés à la concurrence, comme l'énergie (GDF devenu Engie), les télécoms (France Télécom devenu Orange) et le rail (SNCF devenue société anonyme) ; contrôle ouvrier et populaire sur tous les services publics, par des comités de travailleurs et de la population.
— Abandon des poursuites contre tous les interpellés, abandon du projet de loi « casseur-payeur », démission de Laurent Nuñez.
— Fin de la répression policière ; désarmement de la police utilisée contre les mouvements sociaux ; une police sous le contrôle entier de la population.
— Abolition des armées permanentes et armement général du peuple.

Nous reprenons les revendications des lycéens et des étudiants : des profs et des personnels en nombre suffisant, des classes moins chargées, des bâtiments rénovés et dignes, du temps et des moyens pour étudier et vivre, la fin de Parcoursup ; aucun établissement fermé pour casser une mobilisation ; respect de leur droit à se réunir, s'organiser, bloquer et occuper leurs établissements quand ils le décident collectivement.

Discutons-les et votons-les dans les quartiers, les entreprises, les services et toutes nos assemblées.

FORMONS NOS COMITÉS !

GILETS JAUNES POITIERS — 8 OCTOBRE 2026